

Rapport au Conseil national du 11 mai 2017 – Pascal Savoldelli

Avant d'en venir à la situation de notre pays, voyageons un peu. **Même si des résistances sociales et politiques se manifestent, ce qui domine dans le Monde, c'est une offensive ultralibérale et l'émergence de populismes.**

Arrêtons-nous un instant sur l'expérience sociale et politique outre atlantique, qui traverse les frontières.

Mesurons les mouvements idéologiques qui s'opèrent sur fond de crises économiques, sociales, démocratiques et environnementales. Un exemple : ce que les experts pensaient «impensable» s'est produit aux états unis, Trump a été élu.

Cela nous appelle à poser les bonnes questions pour y apporter des réponses utiles à notre combat. Oui, ce qui atteint les États-Unis nous touche également au regard des 10 millions d'électeurs de Marine Le Pen au 2^{ème} tour, et je dirais même que l'Europe a donné le ton avec le Brexit.

En fait, l'élection de Donald Trump a marqué la victoire des logiques de peur et de haine, elle a également ouverte une période sombre pour les Américains avec un risque d'aggravation des tensions internationales nourri par la politique étrangère américaine et l'OTAN.

Tout se dissimule dans son discours et son programme: Insultes aux femmes, Mexicains traités de "violeurs et voleurs", les Noirs, les Musulmans, l'islam en général, d'adversaires et promesse au peuple d'une croissance doublée dans une Amérique débarrassée de ses étrangers, édification de murs plutôt que de ponts, attaque contre la couverture maladie, pourtant imparfaite, pour les très pauvres.

Pour lui, la COP 21 est un handicap pour les entreprises américaines, il va y remédier. D'un côté, c'est le discours protectionniste et une conception du libre échange passant par un recentrage autour d'accords bilatéraux avec les États-Unis, y compris en Europe où l'équipe Trump appuie les forces nationalistes du vieux continent comme pour le Brexit et pointe les avantages qu'elle compte tirer d'une dislocation de l'UE qu'elle appelle ouvertement de ses vœux.

Et pour les armes aucune restriction, libéralisation totale. Pour faire triompher un nouvel ordre politique et économique mondial, il ne cache pas sa volonté de se servir de la force armée, ou tout au moins comme une monnaie d'échange en faisant voter une hausse « historique » du budget militaire de 54 milliards de dollars et en obtenant à faire faire contribuer encore plus les pays adhérents de l'OTAN avec l'augmentation de leurs propres budgets militaires pour augmenter leurs participations.

Cette vision à laquelle adhère le FN pour l'avenir de la France a de quoi sérieusement inquiéter.

Si on ajoute à cela les mouvements politiques qui portent Poutine, Erdogan, Orban et bien d'autres de par le monde, nous pouvons sérieusement nous poser une question: **sommes-nous en train d'assister à l'émergence d'un nouveau modèle intellectuel et politique pour un capitalisme atteint de plein fouet par une crise de confiance à l'égard d'une globalisation financière sans visage, piétinant les peuples et la nature, comme d'une démocratie corrompue et à bout de souffle ?**

Ce modèle peut se définir comme une nouvelle forme de totalitarisme combinant globalisation financière et nationalisme identitaire, étatismes et concurrence sauvage, productivisme et obscurantisme culturel, intégrisme religieux, sexisme et haine de l'autre.

C'est un néo-populisme destiné à renouer les liens entre le capitalisme et les peuples afin de les maintenir dans une servitude volontaire à l'ordre inégalitaire.

Il prolifère dans le monde en captant les pulsions identitaires et les replis sur soi générés par le déclassement social et la peur de l'autre. Le danger est immense pour les libertés et la paix dans le monde.

Cher-e-s camarades,

Nous avons conscience des efforts que vous avez fournis pour vous rendre disponibles ce jeudi, mais ce sont les nécessités politiques qui appellent notre direction nationale, à tirer les premiers enseignements de la séquence présidentielle qui s'achève, et de prendre le temps de la réflexion et de la décision concernant les échéances cruciales des législatives, à quatre semaines du 1^{er} tour de celles-ci.

Nous le soulignons dimanche soir : « **La candidate du Front national n'est pas élue. C'est un soulagement !** Une large majorité d'électrices et d'électeurs n'a pas voulu porter à la tête de l'Etat ses idées de haine et de division, son projet raciste et xénophobe, sa politique violemment discriminatoire, libérale et guerrière ».

Mais ce second tour mes chers camarades, constitue de nouveau, une très sérieuse alerte pour toutes celles et ceux qui sont attachés à la démocratie et à l'égalité. Par son résultat, il manifeste une banalisation des idées d'extrême droite que nous sommes plus que jamais décidés à combattre. Il est aussi le résultat, la conséquence de décennies d'alternances politiques défavorables aux intérêts populaires, de trahisons et de renoncements des gouvernements successifs.

Avant d'aborder brièvement les premiers enseignements de cette séquence présidentielle - une réunion du Conseil national ne chassant pas l'autre - je veux revenir sur trois réflexions retenues au dernier CN. Enrichies par notre échange, elles ont façonnées la prise de position sans ambiguïté du Parti communiste français pour le 2nd tour et pour la suite.

• Je cite, « *Le 23 avril dernier, le peuple français a fait un choix. Ce choix n'est pas le nôtre. Il nous engage pourtant ... Devant ce choix-là, la dérobade ou les calculs politiques ne sont pas de mise. Et ce serait une illusion dangereuse de croire qu'avec une extrême droite au pouvoir ou plus forte, le peuple en serait plus combatif ... Quinze ans après le 21 avril 2002, l'émotion a cédé la place au fatalisme et au renoncement, porte d'entrée de tous les accommodements. L'avenir de la France ne se joue pas sur un coup de dés. Le 7 mai prochain, nous utiliserons, nous instrumentaliserons, le bulletin de vote Macron pour éviter le pire ».*

Et Patrice Bessac précisait pour qui voulait l'entendre : « *Nous le ferons en conscience, pas pour le soutenir mais sachant le danger plus grand encore qui menace et prêts à construire avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent, les mobilisations indispensables de demain et d'après-demain pour contrer les objectifs affichés des porte-drapeaux du libéralisme ».*

A l'issue du 2nd tour du 7 mai dernier, nous sommes fiers d'avoir avoir œuvré et contribué avec clarté et justesse à cette défaite.

Je veux souligner combien la force de notre appel clair et sans équivoque pour le 2nd tour, relayé par l'engagement de la force militante communiste qui s'est déployée dans tout le pays, aura contribué à fragiliser le FN sur son imposture sociale et sur le danger qu'aurait représenté son élection à la tête du pays.

Dans la multitude des discussions et des échanges passionnés et empreints de gravité que les communistes ont menés, tant dans leurs réunions que dans leurs rencontres avec nos concitoyens, je retiendrai la satisfaction exprimée par nombre de camarades et par de très nombreux électeurs de gauche ayant utilisé comme nous le bulletin de vote Macron, reconnaissants de notre positionnement argumenté, non stigmatisant, utile pour nourrir la réflexion et éclairer les enjeux du moment et à venir.

Faire le pari politicien d'une extrême droite plus haute pour la conquête du pouvoir, c'était en effet favoriser une imposture sociale et donner de la force politique à un national-socialisme contemporain.

• **La 2^e idée** sur laquelle je veux m'arrêter un instant, c'est qu'à l'issue des résultats du 1^{er} tour, nous avons souligné les perspectives nouvelles et enthousiastes à gauche qui ont émergé de cette campagne présidentielle, en observant que pour un certain nombre d'électeurs, ces perspectives tendaient à s'inscrire comme un cri de ralliement autour d'une personnalité forte.

Je veux à ce propos rappeler le choix stratégique opéré par les communistes lors de notre dernier Congrès, qui visait à articuler et conduire dans le même mouvement la campagne des élections présidentielles et Législatives, autour de la nécessité d'une nouvelle majorité parlementaire de gauche pour tourner la page du quinquennat Hollande et des politiques libérales.

Au lendemain de l'élection d'E. Macron, ce choix stratégique conserve toute sa pertinence et n'invalide aucunement les ambitions que nous identifions pour les législatives. Je dirai même qu'elles s'en trouvent confortées au regard d'un résultat au 2nd tour qui s'il est net, n'en demeure pas moins une élection « par défaut » au sens où il n'est aucunement l'objet d'un vote d'adhésion majoritaire autour du projet du président et de son action future.

Pour l'institut Harris, 59% de celles et ceux qui ont voté Macron ont motivé leur vote par rejet de l'extrême droite (à 63% dans l'électorat populaire). Pour seulement 32%, le projet du candidat a beaucoup compté dans leur choix.

Pour BVA, 20% seulement de ceux qui ont voté Macron l'ont fait par adhésion à son projet ; 30% parce que c'était le candidat le moins éloigné de leurs convictions et enfin 50% pour faire barrage au FN.

C'est dans ce contexte que dès le lendemain du 1^{er} tour, Pierre Laurent a fait une offre de rassemblement en capacité d'ouvrir le front le plus large à gauche, pour faire grandir une opposition de projet face aux engagements de casse sociale pris par le candidat Macron.

Il nous appartient donc de mesurer combien ces élections législatives peuvent-être inédites et décisives.

Ainsi, dans 212 circonscriptions, si elles étaient rassemblées, la totalité des voix de gauche et écologistes qui se sont portées le 23 avril sur les candidatures de JL Mélenchon, B. Hamon et des candidats d'extrême gauche pourrait arriver en tête aux législatives devant la droite, En marche et le FN.

N'en déplaise à nos détracteurs, la possibilité existe donc aujourd'hui, de porter à l'Assemblée nationale une force nouvelle composée de ce que la gauche compte de meilleur, en s'appuyant sur une plate-forme commune, sociale, écologiste et démocratique. J'y reviendrai.

- **La 3^e réflexion**, pour mesurer le paradoxe de l'étape nouvelle ouverte dans la vie politique française, c'est ce sentiment partagé, entre la satisfaction d'avoir participé à une campagne qui est parvenue à entraîner des millions de nos concitoyens « sur des objectifs et un programme de ruptures démocratiques, sociales et démocratiques » ; mais aussi de n'être pas parvenu à conduire à son terme cette dynamique en qualifiant la gauche au 2nd tour.

Dès cet été comme nous l'avons indiqué lors de notre précédente réunion, « il sera de la responsabilité du parti tout entier, de comprendre les mouvements profonds et les expressions politiques inédites de la période ».

Ce temps du débat lucide et sans concession viendra d'autant plus vite que toute la gauche s'interroge et se cherche un nouvel avenir. Il pose à notre parti, à tous les communistes, de lourdes questions pour l'avenir commun, pour notre propre avenir.

Un trait majeur de ces élections présidentielles, c'est qu'elles marquent une décomposition-recomposition politique historique, toujours en cours, dont personne n'avait envisagé une telle rapidité et une telle force.

Un premier constat s'impose : les fractures sociétales et politiques ont convergé avec la volonté de dépasser le système au point de disqualifier les sortants.

Ainsi dans notre pays, comme je le disais tout à l'heure, quelques mois après que les États-Unis aient voté Trump, moins d'un an après le Brexit, la candidate nationaliste a été sèchement battue, mais le populisme d'extrême droite et d'un autre qu'on a injustement qualifié de gauche ont cohabité.

Si le populisme de gauche est par nature un oxymore, il n'en reste pas moins, qu'essentialiser « le peuple » en effaçant les nouveaux rapports de classe ne correspond pas fondamentalement à la conception du rapport politique entre les organisations politiques et le peuple.

Sur fond d'une véritable crise institutionnelle et démocratique, les différentes forces ont joué du discrédit des partis politiques, pour s'employer à effacer le clivage gauche/droite, et ce dans l'objectif de recomposer le paysage politique sans perspective progressiste. Car enfin, il ne faut pas confondre l'affaiblissement des partis

aits « traditionnels » et l'effacement du clivage gauche/droite entretenu par Macron, Le Pen et malheureusement par Mélenchon.

Le principal problème de la France est la défiance qui la mine et qui frustre beaucoup de nos concitoyens, où qu'ils habitent.

Nous le savons mais quand même, **les priorités du quotidien dominant : de meilleurs salaires, de meilleurs revenus** (l'importance accordée aux revenus se comprend, et est particulièrement vive auprès des ouvriers ou des employés. En France aujourd'hui, le salaire net médian dans le privé s'établit à 1783 €.), mais nos concitoyens veulent également « **une action plus forte pour l'environnement** » (dérèglement climatique, produit dans nos assiettes- pollution de l'air), ils veulent **la fin des « discriminations », une « meilleure éducation » et une « meilleure formation », de meilleurs soins et de meilleurs remboursements de santé** et mettre en œuvre le « vivre ensemble ».

Les perceptions de la société actuelle sont elles-mêmes très contradictoires et convergentes. Loin des discours fatalistes, 7 français sur 10 estiment qu'il n'y a pas de fatalité aux difficultés actuelles.

Il n'y a donc pas deux France, l'une mondialiste et ouverte, l'autre nationaliste et recluse (voir *Le Monde*, 27 avril 2017).

Alors, au lendemain de l'élection d'E Macron, quel est le paysage politique ? Quels sont les objectifs des différentes forces politiques ?

Tout d'abord, trois observations sur la participation électorale lors de ce second tour.

- **Une abstention en hausse malgré l'enjeu.**

Avec 25,4% d'abstention le 7 mai contre 22,2% au 1^{er} tour, la participation électorale est en retrait de 3,2% sur le 1^{er} tour. C'est le taux d'abstention le plus élevé depuis 1969.

Un quart du corps électoral s'est abstenu, soit plus de 12 millions de français inscrits sur les listes électorales.

- L'autre donnée marquante, c'est la proportion d'électeurs qui a voté blanc ou nul, **plus de 4 millions, soit 11,5% des votants.**

3 019 724 électeurs ont voté blanc, soit 8,5% des votants. Et 1 049 532 électeurs ont voté nul, soit 3% des votants. **Ainsi, plus d'un électeur sur 10 a voté blanc ou nul. Cela représente 8,5% des inscrits.**

Selon un sondage Ipsos-Sterea, 51% de ceux qui ont voté blanc indiquent avoir refusé de choisir entre deux candidats qu'ils « rejettent totalement ». Pour 39%, aucun des deux ne correspondait « à leurs idées ». Enfin, 10% considéraient qu'un vote ne servait à rien, la victoire d'E Macron étant certaine.

La même enquête indique que 17% des électeurs de JL Mélenchon ont voté blanc ou nul, tandis que 24% s'abstenaient, 52% ont voté Macron et 7 % M Le Pen.

Parmi les électeurs de F. Fillon, 17% ne se sont pas déplacés, 15% ont voté blanc ou nul, 20% Le Pen et 48% Macron.

- Avec **31 397 916 suffrages exprimés au second tour, soit 66% des inscrits** (c'est la proportion la plus faible depuis un demi-siècle), le nombre de suffrages exprimés recule de plus de 4,6 millions par rapport au 1^{er} tour.

Ainsi, entre abstention et votes blancs ou nuls, **un électeur sur trois a décidé de ne pas voter pour choisir le futur Président de la République. Cela représente plus de 16 millions d'hommes et de femmes.**

Si ce sont les retraités qui se sont le plus déplacés (83%), ce refus de choisir entre les deux candidats a été le plus fort :

- parmi les jeunes, **pour un tiers des moins de 35 ans,**
- dans les catégories populaires, **pour 30% des employés, 32% des ouvriers, 34% de ceux qui gagnent moins de 1 250€ par mois, 35% pour les chômeurs.**

Alors, mes camarades, quel paysage politique ? quelle perspective et objectifs politiques pour les législatives pour les forces politiques de notre pays ?

Avant tout, la donnée majeure et historique, c'est évidemment l'élimination dès le 1^{er} tour des deux grands partis qui ont structuré la vie politique sous la 5^{ème} République. Peux-t-on parler de la « fin d'un cycle » ? Ce qui prévaut à ce stade, c'est que le « bipartisme » a cédé la place à un système à l'émergence de quatre blocs, cinq en y intégrant le camp des abstentionnistes et votes blancs et nuls.

Et c'est dans cette configuration que la bataille des législatives est engagée.

Concernant E. Macron,

- En recueillant **plus de 20 millions de voix** (20 753 798 voix) soit **66,1% des exprimés** (43,6% des inscrits), E Macron gagne plus de 12 millions de voix et 42,1% entre les deux tours.

Le moteur de sa victoire électorale a reposé principalement sur la peur du FN et l'incarnation « scénarisée » de sa capacité à lui faire « barrage ». Déjà au 1^{er} tour, ils étaient nombreux à choisir le vote utile pour éviter Fillon et Le Pen au 2^e tour.

Mais je crois qu'il n'y aura pas d'état de grâce long pour E Macron dont l'élection suscite une inquiétude supérieure à la moyenne, dans tous les électorsats qui se sont agrégés pour permettre sa victoire. Mais l'opération de séduction est sérieuse.

La perception de son projet néo-libéral, porteur de graves régressions sociales et démocratiques, est sans doute ce qui explique que 61 % des français souhaitent qu'il ne dispose pas d'une majorité absolue à l'Assemblée (enquête Ipsos/Sopra/Steria).

Avec des investitures aux législatives sous le label « La République en marche », il entend ainsi parvenir à obtenir une majorité absolue en donnant de nouveaux prolongements à l'opération de recomposition politique qui a présidé à la création d'En Marche !. Un parti auto-qualifié progressiste, qui entend je le cite, réconcilier « la gauche de gouvernement, une partie de la droite sociale, pro-européenne et une partie du gaullisme et du centre ».

Ainsi, il vise deux objectifs : effacer durablement le clivage Gauche/Droite et faire exploser le « bloc social » de la gauche. Avec la nomination annoncée pour dimanche prochain du premier ministre et la composition du prochain gouvernement, nous devrions trouver confirmation de ce cap politique.

- **Concernant l'extrême droite, celle-ci est en progression mais reste toutefois contenue.**

M Le Pen avec **10 644 118 voix et 33,9% des exprimés** (soit 22,4% des inscrits) **réalise un résultat record pour un candidat du Front national, confirmant la poussée continue du FN enregistrée lors des derniers scrutins.** Son ancrage territorial se renforce, particulièrement dans le Nord, l'Est et le Sud-Est du pays, démontrant qu'elle récupère une partie des voix de la droite.

Cela dit, c'est un résultat en deçà des espérances de la candidate qui avait passé accord avec N. Dupont-Aignan, créant ainsi une « jurisprudence politique », contribuant ainsi à sa banalisation. Selon l'Ipsos, seuls 30% des électeurs de Debout La France ont voté pour Le Pen ; 27% optant pour Macron ; 20% votant blanc ou nul et 23% s'abstenant.

Depuis dimanche, le débat et les manœuvres qui agitent le Front national, ne traduit-il pas la volonté d'une partie des cadres du FN d'opérer une clarification de la ligne politique « fluctuante » portée par leur candidate, dans l'objectif de faire sauter le plafond de verre en entraînant vers eux la frange la plus réactionnaire et libérale de la droite, désorientée de n'avoir pu emporter cette élection dite « imperdable ».

Arrivée en tête au 1^{er} tour dans 47 départements, elle ne devance Macron que dans les départements du Pas de Calais et de l'Aisne, elle arrive en tête dans un tiers des communes françaises (9 194 sur 26 044 communes) et recueille 56 % du vote des ouvriers, et 34% chez les moins de 24 ans.

En vue des législatives, ses résultats de 2nd tour n'infirmement pas sa progression du 23 avril. Le 7 mai, le FN devient majoritaire dans 45 circonscriptions (dans 13 d'entre elles, toutes situées dans le Nord et le Nord-Est, son score dépasse les 55%). Et dans 66 autres circonscriptions, il obtient plus de 45 %.

Sur ces 111 circonscriptions, tenant compte de la solidité du vote FN, cela fait potentiellement une cinquantaine de circonscriptions gagnables en faveur de l'extrême droite, un chiffre qui peut augmenter en cas de triangulaires. C'est dire le lourd danger que de ne pas vouloir se rassembler comme nous l'avons proposé face aux futurs députés FN.

- **Concernant Les Républicains**, après le séisme de l'élimination de leur candidat, l'objectif affiché par leur parti est désormais d'imposer une cohabitation à Macron, avec la volonté bien entendu d'accompagner les réformes, de « faire réussir la France » comme ils disent, en proposant pour les législatives « un contrat d'alternance pour la France ».

S'ils viennent d'amoindrir certaines de leurs mesures antisociales, en retirant par exemple la hausse de la TVA et de la CSG, et en intégrant une baisse de 10 % de l'impôt

sur le revenu, F Baroin a été très clair en confirmant l'objectif d'une baisse de 100 milliards de la dépense publique ; une baisse des charges de l'entreprise de 28 milliards d'Euros ; la suppression de 500 000 emplois publics sur les 7 années ; la fin des 35 heures...

Entre un électorat tiraillé entre le vote FN et le vote Macron (une partie de son électorat populaire ayant jugé trop violent son projet anti social), Les Républicains sont aussi gagnés par une crise de sens, rivalisés qu'ils sont sur leur socle de valeurs. Il sont devenus des dirigeants « Macron-compatibles »

Les dernières projections électorales à prendre avec prudence font état d'environ 200 à 220 députés, c'est à dire le même nombre qu'en 2012.

• A gauche, à l'issue de cette séquence électorale, le Parti socialiste est plus divisé que jamais, victime de ses choix antérieurs de Congrès et du quinquennat de Hollande.

Cette sanction démocratique sans appel est évidemment le résultat du temps long et la conséquence logique des cinq dernières années de renoncements et de trahisons.

Au bord de l'implosion, le Parti socialiste continue de se déchirer et semble fracturé en 4 pôles. A l'heure qu'il est et contrairement à ses habitudes, il ne semble pas trouver la voie de la synthèse.

- 1^{er} pôle : celui incarné par M Valls, pour qui « ce PS est mort, il est derrière nous », en cherchant à être « candidat de la majorité présidentielle ». M Valls vient d'essuyer un revers de la commission d'investiture de Macron.

- Le pôle de la galaxie des hollandais, en compatibilité avec le projet et la recomposition engagée par le nouveau président.

- Celui des socialistes dans l'opposition de gauche, attachés à défendre et porter les idées et valeurs de celle-ci et à « reconstruire la gauche ». C'est le sens de l'annonce faite par B. Hamon, avec le lancement le 1^{er} juillet, d'un mouvement « large, transpartisan en direction de toutes celles et ceux qui veulent aujourd'hui contribuer à ce que la gauche renaisse ».

- Et enfin, le dernier pôle qui s'attache à préserver la centralité de leur organisation, à jouer la direction du PS au Congrès de cet automne.

Les premières projections pour les législatives font apparaître une fourchette de 60 à 80 députés, soit un effondrement quant aux 289 députés PS et apparentés élus en 2012.

• Du côté d'EELV, qui avait décidé d'apporter son soutien à B. Hamon en contrepartie d'un accord réciproque pour les législatives, la campagne présidentielle a dû susciter une certaine frustration, du désenchantement et de la colère devant des enjeux écologiques totalement évacués par Macron et Le Pen.

En vue des législatives, EELV se positionne dans une opposition à Macron et s'emploie à des politiques d'alliance multiples pour parvenir à conserver le maximum de ses députés.

J'en viens maintenant à l'engagement du Parti pour les législatives.

Bien entendu, il n'y a pas de scénarios écrits d'avance, d'autant plus que les rapports de force ne sont pas bouleversés avec l'élection de Macron.

Certes, la logique du quinquennat et de l'inversion du calendrier voudrait que le mouvement de Macron obtienne la majorité absolue des sièges à l'Assemblée et que l'essentiel de la part restante des sièges aille au parti de son adversaire du 2^e tour des présidentielles.

Mais cette logique institutionnelle se heurte à des comportements électoraux de nature plus ou moins prévisibles, ce dont le déroulement des présidentielles a été le révélateur. Je n'y reviens pas.

Conscient que son élection ne constituait pas un « blanc sein » à son projet, E Macron sait qu'il n'aura pas assurément d'état de grâce. Et rien n'indique à ce jour avec certitude, qu'il disposera à coup sûr d'une majorité absolue le 18 juin, car la présidentielle n'a été que la prémisse d'un réalignement électoral de grande ampleur. C'est-à-dire, le début d'un processus où les résultats et les majorités électorales tendent à s'aligner sur les nouvelles réalités politiques et sociales.

Ce réalignement électoral est l'expression des mutations d'une société française travaillée par trente ans de désindustrialisation, de dégradation des services publics et de la protection sociale, avec un chômage et une précarisation de masse auxquels s'ajoutent les conséquences de la crise financière de 2008 et de la révolution numérique.

Il est aussi le fruit d'une crise institutionnelle et démocratique, conséquence des contradictions politiques majeures qui sont apparues au lendemain de la chute du mur de Berlin à propos de l'Union européenne, de la mondialisation, et du rôle et de la nature de l'État dans la République française.

La situation politique est instable et toutes les forces politiques à la veille de cette élection législative sont relativement fragilisées. Ce qui ne signifie pas, que les uns et les autres, nous compris, n'ayons pas de potentiel de conquêtes et de victoires.

Les législatives seront donc pour la 1^{re} fois depuis 1997, un moment politique à part entière dont va émerger un rapport de force parlementaire qui ne sera pas le simple décalque, ni du 1^{er} ni du second tour des présidentielles.

Cela a donc du sens, de se battre pour envoyer à l'Assemblée nationale un maximum de député-e-s issu-e-s du mouvement populaire et porteurs des espoirs, des exigences et des revendications populaires.

Pour le PCF, notre potentiel électoral s'appuie d'abord sur un électorat certes mouvant selon les scrutins, qui fait partie intégrante d'une partie des 7 millions de suffrages

Mélenchon du 1^{er} tour ainsi que de nouveaux électeurs gagnés en 2017 en faveur du vote Mélenchon.

Ces voix n'appartiennent ni à la France Insoumise, ni au PCF, ni même à Mélenchon comme leur vote de 2nd tour l'a montré. Ces 7 millions d'électeurs ont exprimé une profonde aspiration à la transformation sociale, mais aussi à la République de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Elles agrègent aussi de nombreuses voix qui se sont portées sur Hamon, sur la base de la sécurisation des revenus via un revenu universel, d'une taxe robot ou de la défense de la qualité de vie à travers l'interdiction des perturbateurs endocriniens. Il concerne même celles et ceux sincèrement de gauche qui ont voté Macron pour avant tout barrer la route à Fillon et Le Pen.

Bien sûr, s'il serait fou d'ignorer le score de Jean-Luc Mélenchon, il ne s'agit pas de le décalquer mécaniquement sur les législatives, ni d'oublier que malgré son caractère d'abord national, les législatives constituent 577 campagnes singulières car territorialisées.

Nous devons nous poser de manière permanente une question : Pourquoi un électeur de Mélenchon, un électeur de gauche d'Hamon, voir même pour Macron voterait-il pour un-e candidat-e présenté-e ou soutenu-e par le PCF-FdG ?

Pour cela, il nous faut être à la hauteur de l'espoir et la colère qui se sont manifestés au travers du vote Mélenchon, et qui après le grand mouvement social contre la « loi El Khomri » montre que non seulement la gauche de transformation sociale n'est pas morte, mais qu'elle peut vivre au travers du vote en faveur des candidats présenté-e-s et soutenu-e-s par le PCF.

Il faut être de la grande colère des Français contre notre système politique, son personnel, son impuissance, son indifférence à leurs problèmes, contre le fonctionnement de notre démocratie. En déjouant tous les scénarios préétablis comme en 2005 lors du TCE, les Français ont à leur manière peut-être donné une dernière chance à la politique et à la démocratie. Contribuons à transformer cette colère en une force de construction pour une nouvelle démocratie sociale, solidaire et fraternelle.

Si le système politique actuel est interrogé, bousculé et interpellé, la démocratie n'en n'est pas moins menacée à travers la montée du populisme, dans un moment où devient insoutenable la domination et l'accaparement par les 1% des plus riches des richesses produites par les 99 autres.

La tentation autoritaire est forte, l'impuissance organisée du politique la renforce, raison de plus pour se battre pour une démocratie de l'égalité qui ne s'arrête pas aux portes de l'économie et qui fonde une République des Communs. Nous appelons donc les électeurs, dans le prolongement de la présidentielle, à se rassembler pour gagner cette démocratie authentique (VI République, protection sociale, service public...). Dépasser le populisme en mettant au cœur l'affrontement de classe entre les 1% et les 99%. 1 € pour les gros actionnaires, c'est un 1 € contre l'emploi, la formation, c'est un 1€ de moins pour la santé, l'éducation, les services publics, la culture, l'écologie...

Nos candidats et député-e-s demain, sont ceux du rassemblement de la gauche sur des bases de classe : défense et développement de la sécurité sociale et des droits sociaux, pour des services publics de qualité sur tout le territoire, pour une égalité réelle et l'égalité Homme/Femme, pour de nouveaux droits des salariés, pour l'abrogation de la loi travail et l'adoption d'une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation, pour la renaissance industrielle française, pour le droit d'intervention pour protéger notre santé face aux désastres écologiques et sanitaires, pour la paix et la sécurité, la protection de l'emploi face à tous les dumpings, pour une nouvelle République, pour sauver la Commune dans une nouvelle organisation territoriale.

Notre fil rouge commun doit être : **des député-e-s honnêtes, qui vivent comme vous et à vos côtés, qui ne revendiquent pas leur impuissance, mais décident démocratiquement d'agir avec les citoyens en s'adressant à tous les électeurs de gauche pour construire une majorité parlementaire de gauche. Ils et elles doivent incarner une démarche d'engagement citoyen. Les soutiens à nos candidat-e-s deviennent eux mêmes en quelque sorte des candidat-e-s.**

Après l'élection d'un Président qui représente les intérêts de la finance française et européenne,

Avec une droite revancharde prête à mettre en œuvre son projet de casse des droits sociaux et des conquies de notre peuple, dans le cadre d'une cohabitation avec M. Macron,

Avec une extrême droite certes battue au 2^e tour, mais toujours en embuscade pour l'avenir,

Chaque électeur de gauche aura grandement besoin demain de se faire entendre et respecter, en donnant de la force par son vote à la gauche qui est debout !

Nous appelons à utiliser le bulletin de vote en faveur de nos candidats, pour faire grandir des idées, les espoirs et les rêves des électeurs de gauche. C'est le sens de ses candidatures que nous plaçons sous le signe de l'Humain d'abord contre la finance et pour La France en commun !

Votez pour nos candidats, c'est donner de la force au rassemblement, à ceux qui ont chevillé au corps l'unité des forces de gauche, progressistes et écologistes, à ceux qui ne discourent pas inutilement en clamant des idées généreuses tout en faisant des calculs égoïstes. Porter son suffrage sur nos candidats, c'est donner de la force aux engagements qui sont les nôtres dans une grande proximité auprès des populations les plus fragilisées, des salariés en lutte.

Oui, nous sommes fiers d'être de tous les combats émancipateurs en France et de par le Monde !

Élire des députés communistes-FdG, c'est être du côté de Mandela, de Marwan Barghouti comme du peuple kurde.

Nous pouvons être fiers du bilan de nos député-e-s.

100 % ont voté contre la loi El Khomri, toutes et tous se sont prononcé-e-s contre le changement dans la Constitution et la destitution de la nationalité. Ils ont contribué à faire entendre la voix de millions de françaises et français qui s'opposaient à ces projets dangereux. Ils n'ont eu de cesse de faire entendre la voix de celles et ceux qui luttent, de celles et ceux qui souffrent, qui n'ont jamais voix au chapitre, de celles et ceux qui créent, inventent, cherchent une issue à la crise. Ils ont porté la voix des progressistes face aux va-t-en-guerre, aux actes terroristes, à la toute puissance des multinationales. Ils ont été depuis 5 ans de tous les combats émancipateurs, pour l'éducation, la Sécurité sociale, la santé, le logement, les transports, la transition écologique, pour une fiscalité juste... Ils ont été les meilleurs opposant-e-s de gauche au Medef, et à la dérive libérale de la politique du président Hollande et des ministres Valls, Macron...

Nos députés ont été utiles à la vraie gauche. Ils ont tenu leurs engagements.

Leur action politique est un bien commun qui aurait pu être exclu de marchandages à leur encontre qui a frôlé l'irrespect. D'ailleurs, je voudrais remercier nos camarades parlementaires qui, à l'issue de cette mandature, ont donné le meilleur d'eux mêmes.

À ce stade de mon introduction, je me dois de vous donner des éléments sur FI et nos relations ces dernières semaines.

Avec la naissance et le développement de la France Insoumise, nous sommes en présence d'une force et d'une organisation politique d'un type nouveau.

De toute évidence, **cette force ne peut pas être confondue avec les sept millions d'électeurs qui ont mis un bulletin Mélenchon dans l'urne.** Comme tous les électors, celui-ci n'appartient à personne, il est composite car étant l'addition de l'électorat du Front de Gauche, de 24% de celui de Hollande en 2012, de 38% des électeurs écologistes et de jeunes primo électeur. Comme tous les électors, il peut être volatile et peu docile aux consignes de vote d'une organisation politique. La différence assez nette entre le vote des électeurs de Mélenchon au 2^e tour de la présidentielle et le résultat de la consultation de la FI sur le 2^e tour, le démontre.

La FI n'est pas non plus une simple évolution ou transformation du PG.

Comme pour En Marche, la FI s'est constituée autour d'une plate-forme internet basée sur la transposition au domaine des campagnes électorales des techniques marketings de « Gestion de la relation client » qui transforme le client en promoteur et militant de la marque. C'est autour de ce type de plateforme que ce sont construites les campagnes d'Obama, Trump, Sander, et d'autres. Si ce sont des outils centralisés de mobilisations militantes et de campagne extrêmement efficaces et pertinents, ils ne règlent ni la pérennité, ni la vie démocratique d'une organisation.

Ainsi il s'agit d'une organisation horizontale, de part le quadrillage du territoire par de multiples « groupe d'appui », mais en réalité inséré dans un fonctionnement très vertical, puisque l'essentiel de la communication, des éléments de langage, des mots d'ordre, des choix politiques cruciaux est centralisé sur un petit noyau dirigeant autour de Jean-Luc Mélenchon.

Comme l'a montré la consultation interne sur le 2^e tour, cette organisation ne pratique pas la délibération et a une vie démocratique simplifiée. C'est une organisation basée sur une base de données de contacts et la mise en mouvement sur des campagnes, avec des degrés très divers d'engagement de ces contacts, allant de réception d'information, au don financier, à la distribution de tract, la participation à des porte à porte et à la « chasse en meute » sur les réseaux sociaux.

La FI n'est un parti au sens classique du terme, mais une multitude d'individus sincères, désintéressés, au sens de Toni Négri, un petit noyau dirigeant centralisant tous les pouvoirs.

Ce type d'organisation est extrêmement efficace et réactif dans une campagne présidentielle à la française centrée sur un leader. Elle est très prisée par les médias et les réseaux sociaux qui sont devenus la première source d'information des 18-25 ans et leur principal lieu de politisation.

Sur le plan de l'orientation politique, FI revendique son refus de toute référence à la gauche, préférant à cette notion politique historiquement structurante, la notion exclusive et sublimée de « peuple ». FI se revendique ostensiblement de l'essentialisme du peuple en omettant les rapports de classe.

La nature et le fonctionnement particulier de FI a été une difficulté qui s'est ajoutée aux difficultés politiques de fond que nous avons eu avec eux sur la question des législatives.

Sans revenir sur tout ce qu'a énoncé Pierre dans sa lettre aux adhérents concernant les négociations sur les législatives, je voudrai aborder les questions saillantes qui ont conduit à ce jour à leurs avortements. D'abord le potentiel ouvert par le résultat de Mélenchon le 23 avril nous a conduit à faire une offre de rassemblement maximum de la gauche de transformation sociale, sous une bannière commune et respectueuse de chacun, afin de se donner les moyens de gagner un maximum de députés dans les 212 circonscription où la gauche de transformation sociale était en tête au 1^{er} tour des présidentielles.

FI nous a immédiatement répondu qu'un tel rassemblement ne pouvait avoir lieu qu'à l'intérieur de la FI, c'est à dire en signant leur charte adoptant leur matériel et leur programme. Ce qui était inacceptable, tant pour notre Parti que pour EELV, R&S ou Ensemble. Pas d'union sans fusion. Nous ne sommes pas bio-dégradables !

Dans un 2^e temps, tout en maintenant notre offre, nous avons accepté de discuter sur un nombre restreint de circonscriptions dites gagnables. Notre objectif étant le rassemblement sur des candidatures communes sur ces circonscriptions, afin de faire élire un maximum de député-e-s et de pouvoir former un groupe le plus important possible à l'Assemblée. A cela, la FI nous a répondu que son objectif politique n'était pas territorial, il était avant tout de faire élire quelques dirigeants et que pour cela elle n'envisageait que des retraits réciproques avec le PCF.

Finalement, au lieu d'avoir une discussion nationale sur les circonscriptions où les uns et les autres étaient objectivement les mieux placés pour l'emporter, la FI a focalisé la discussion sur des circonscriptions dites « prioritaires pour nous » comme Montreuil, Grigny et Ivry où l'empreinte communiste sur le vote Mélenchon est indiscutable et essentielle à leurs yeux.

FI en a fait à la fois des points non négociables, qui ne pouvaient pas être sortis de la négociation, ni faire l'objet de circonscription de substitution permettant l'élection des dirigeants concernés de la FI. C'est ce qui in fine a conduit à la situation que nous connaissons.

La dernière proposition que nous avons formulée mardi après-midi, après décision collective du CEN fut celle de trouver un accord sur une cinquantaine de circonscriptions à fort risque FN ... en vain !

Vous le voyez, les négociations nationales ont échoué sur une forte divergence sur les objectifs politiques poursuivis. D'un côté le développement et l'enracinement de FI sur des territoires d'implantation et de force du PCF, d'autre part notre volonté poursuivie de rassembler toute la gauche de transformation sociale afin de garder et gagner des député-e-s. Néanmoins, il nous appartient de créer toutes les conditions d'un dialogue public local, départemental afin de ne pas envenimer nos relations devant les populations. se poser avec les citoyens la question du ou de la candidate maximum de rassemblement. Le dépôt des candidatures va se dérouler du 15 au 19 mai.

Concernant nos candidatures aux législatives,

Sur l'essentiel du territoire, nous recensons à l'heure actuelle 473 candidatures d'hommes et de femmes présenté-e-s ou soutenues par le PCF.

Avec les validations des Conseils nationaux de janvier, mars, avril et celui qui nous réunit aujourd'hui, nous aurons validé 453 candidatures à parité Homme/Femme. A ceci, nous devons ajouter 32 circonscriptions où nous soutenons un candidat d'une autre force politique que la nôtre.

Sachez que sur environ 35 circonscriptions, nous soutiendrons des partenaires d'EELV, d' « Ensemble ! », de « Nouvelle donne » et de Divers gauche parfois soutien de B. Hamon.

Il reste donc un travail important sur la parité dans 20 circonscriptions où nous avons des candidatures masculines titulaire annoncées.

Le contexte politique nous appelle toutes et tous d'ici à la date limite de dépôt des candidatures, à fournir les efforts nécessaires pour faire grandir le nombre, à parité, de circonscriptions où nous pouvons être présents.

C'est un enjeu politique et financier.

Le livret produit par le secteur Élections qui vous a été envoyé par mail rappelle que chaque candidat, hors du seuil de parité, est égal à 120 000 euros de perte pour notre parti.

Chers camarades,

Au sortir des législatives, nous aurons d'immenses chantiers à investir par la recherche d'apports théoriques et des enseignements pratiques. J'en vois trois :

1. Faire un bond d'analyse qualitatif sur les réalités de la société française.
2. De l'avenir de la gauche, d'une gauche totalement renouvelée.
3. De la transformation de notre parti, son approche stratégique repensée en faveur d'une émancipation.

« *Parmi les choses qui existent, certaines dépendent de nous, d'autres non* », comme le disait Epictète, philosophe grec.

La tâche est rude et nous avons besoin plus que jamais de notre collectif et de fraternité.